



Rapport d'activités
2013-2014

REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année.

Nous remercions également la Direction de la solidarité internationale — Haïti et Afrique subsaharienne du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité en Haïti.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Michèle Boisclair, FIQ, présidente (jusqu'en avril 2014)
Paul de Bellefeuille, SFPQ, vice-président
Richard Langlois, CSQ, vice-président
Atim León, FTQ, trésorier (en congé depuis février 2014)
Denise Gagnon, FTQ, trésorière (depuis février 2014)
Nathalie Guay, CSN, secrétaire

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Daniel Arcand, SFPQ
Nil Ataogul, SCC-CSQ
Richard L'Heureux, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
Karine Crépeau, FIQ (jusqu'en septembre 2013)
Amélie Séguin, FIQ (depuis mars 2014)
Dominique Daigneault, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN (jusqu'en novembre 2013)
Suzanne Audette, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN (depuis décembre 2013)
Carolle Dubé, APTS
Denise Gagnon, FTQ
Joseph Gargiso, SCEP-FTQ
Jean Lacharité, CSN
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Marie Marsolais, membre individuelle
Christian Martel, STTP-région du Québec
Marc Nantel, CSQ
Micheline Thibodeau, FNEEQ-CSN

MOT DE L'EXÉCUTIF

Le CISO a vécu une année bien remplie et a pu réaliser le plan d'action adopté lors de la dernière assemblée générale annuelle. C'est avec fierté que nous présentons ce rapport annuel.

Entre autres, nous avons mené plusieurs projets de solidarité et de coopération internationale. En Haïti, nous avons soutenu l'équipe de l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) dans la réalisation d'initiatives socioéconomiques avec des associations paysannes dans quatre communes d'Haïti. Grâce aux cotisations des membres, un projet que nous portons depuis plusieurs années pour l'amélioration de la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle au Burkina Faso pourra enfin démarrer. La conférence de Kalpona Akter, défenseuse des droits des travailleuses et travailleurs du textile au Bangladesh a été un grand moment de l'année. Tout comme la mobilisation du 24 avril 2014, un an après l'écrasement du Rana Plaza, devant le Walmart de Côte-des-Neiges.

Nous avons également assuré la poursuite des activités de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM), notamment par la publication d'une recherche *Analyse comparative des politiques publiques en matière de responsabilité sociale des organisations*.

Aussi, nous avons appuyé activement le développement du projet de création d'une Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI), ce projet étant des plus stimulants dans le contexte actuel. Souhaitons que le changement de gouvernement ne freine pas son adoption. Quel sera l'engagement du gouvernement du Québec en matière de développement et de solidarité internationaux dans les années à venir? Les libéraux annoncent des années d'austérité budgétaire. Est-ce que les divers programmes de financement du ministère des Relations internationales seront maintenus? Bonifiés? L'incertitude plane.

Enfin, nous avons organisé plusieurs activités de formation sur le droit international et l'action syndicale, nous avons développé de nouveaux outils de sensibilisation et de diffusion.

En cette période difficile pour les organisations de solidarité internationale, nous avons pu compter sur l'engagement de nos membres pour l'accomplissement de plusieurs activités. Deux comités de travail, le comité Éducation et le comité Coopération internationale ont effectué un travail

d'orientation essentiel. Des militantes et militants actifs ont fourni un soutien constant. La mobilisation des membres a favorisé le maintien de liens de solidarité avec des organisations partenaires du Sud ainsi que le développement de notre mission éducative. Nous les en remercions vivement.

Cette année a aussi été marquée par le départ à la retraite de Michèle Boisclair, première vice-présidente de la FIQ, qui a assumé avec ardeur et enthousiasme la présidence du CISO de 2009 à 2014. Nous la remercions sincèrement pour tout le temps et l'énergie investis dans notre organisme.

En tant que membres du conseil d'administration, nous entrevoyons l'année 2014-2015 avec optimisme.

L'année qui vient promet d'être tout aussi active que celle qui s'achève. Et en 2015, nous soulignerons les 40 ans du CISO! Une occasion de prendre la mesure du chemin parcouru et d'identifier les projets qui nous mobiliseront à l'avenir.

Paul de Bellefeuille, SFPQ, vice-président
Denise Gagnon, FTQ, trésorière
Nathalie Guay, CSN, secrétaire
Richard Langlois, CSQ, vice-président
Line Larocque, FIQ



ÉDUCATION

Depuis sa fondation en 1975, la mission du CISO, soit de « développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique », se concrétise à travers son projet éducatif.

L'éducation à la solidarité internationale est demeurée au cœur de l'action du CISO en 2013-2014. Cette priorité a été mise en œuvre principalement par l'animation de formations et de conférences et la production d'outils pédagogiques.

L'ACTION SYNDICALE INTERNATIONALE : QU'EST-CE QUE ÇA DONNE?

Amorcé en 2012, ce projet aborde l'importance de la solidarité et de la coopération syndicale internationale dans le contexte de la mondialisation, en tant que stratégie incontournable pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs d'ici et du Sud. Il vise à développer la compréhension des mécanismes d'interdépendance des droits du travail dans le monde; à susciter une prise de conscience de l'importance de la solidarité internationale comme stratégie d'action pour la défense des droits du travail; à encourager la participation active aux actions de solidarité internationale et à accroître l'accès aux outils de formation et à la trousse d'information « *Droit international et action syndicale* » développée par le CISO.

Il cible les membres des organisations syndicales adhérentes au CISO, particulièrement ceux et celles qui militent dans des syndicats régionaux ou locaux et qui sont difficilement rejoints par les activités de sensibilisation et peu interpellés par les enjeux.

La présence d'une stagiaire d'octobre 2013 à avril 2014, Julie Mosetti-Geoffrey, a permis à l'équipe du CISO de poursuivre et d'élargir le travail d'éducation et de sensibilisation dans le cadre du projet.

Au cours de l'année 2013-2014, les principales activités réalisées dans ce cadre étaient les suivantes :

FORMATION SUR L'ÉCRITURE COLLABORATIVE EN LIGNE

Les 27 et 28 juin 2013, des membres du comité Éducation et des équipes Formation ou Communications des organisations syndicales membres de ce comité ont assisté à une formation pratique (sur mesure) sur la conception et la production de projets d'écriture collective collaborative avec les outils en ligne. La formation proposée par PERCOLAB¹ a permis aux participant.e.s d'expérimenter concrètement des outils en ligne et de nouvelles méthodologies de projets d'écriture collaborative. Au-delà de la production même de documents, la démarche proposée a soulevé une réflexion et un certain enthousiasme sur les possibilités et les avantages qu'offrent ces nouvelles méthodologies :

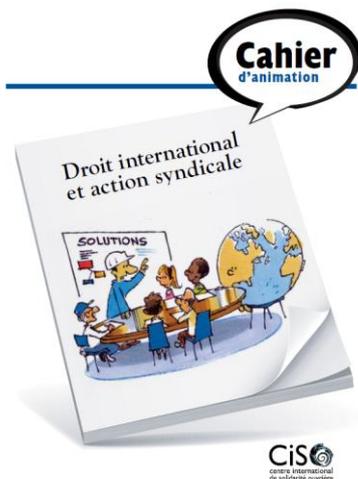
- la production et la mise à jour de contenu dans des délais plus courts (cycle), de manière plus participative et avec un plus grand impact;
- un partage des connaissances plus large au sein de l'équipe de production (clarification des concepts et terminologies, mutualisation des savoirs, etc.);
- le renforcement des capacités des équipes de travail en développant les compétences clés liées au travail collectif : résolution de problèmes, initiative et leadership partagés, responsabilisation.



¹ PERCOLAB est une entreprise sociale qui accompagne les organisations et les personnes dans leurs projets de changement et d'innovation en misant sur le potentiel des technologies.

ENRICHISSEMENT DE LA TROUSSE D'INFORMATION *DROIT INTERNATIONAL ET ACTION SYNDICALE*.

Plusieurs nouveaux outils ont été développés et intégrés à la trousse : étude de cas, notes à l'intention des animatrices et animateurs, formulaires et indicateurs d'évaluation. Certaines sections ont également été modifiées ou enrichies en fonction des constats découlant des séances de formation.



OUTIL COLLABORATIF EN LIGNE : DÉVELOPPEMENT D'UNE PAGE WIKI *DROIT INTERNATIONAL ET ACTION SYNDICALE*

Afin d'élargir l'accessibilité, l'appropriation, l'adaptation et l'enrichissement de la trousse d'information « Droit international et action syndicale » et de favoriser les échanges autour du thème, la formule d'une page wiki a été retenue. Cette page veut rejoindre des syndicalistes et des organismes de défense des droits du travail au Québec, au Canada ainsi que dans toute la francophonie et sera mise en ligne en 2014-2015 à l'adresse www.DITsolidarite.org

En guise de première étape, la création d'une page CISO sur Wikipédia a permis une familiarisation au monde wiki. La démarche a demandé beaucoup de temps et d'effort, la communication avec les bénévoles de Wikipédia était difficile, les procédures longues et la documentation compliquée. La page Wikipédia du CISO est maintenant en ligne.

DIFFUSION DE CAPSULES VIDÉO

Au cours de l'année antérieure, le CISO avait développé quatre capsules vidéo, sous forme d'entrevues reprenant quatre des thèmes-clés de

la trousse DIT. Ces vidéos ont été finalisées au cours de l'automne 2013, ont été diffusées graduellement avec les bulletins mensuels du CISO. Elles sont maintenant disponibles en ligne sur notre site internet :

http://www.ciso.qc.ca/?page_id=7536

ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION *DROIT INTERNATIONAL ET ACTION SYNDICALE*

DÉVELOPPEMENT ET DIFFUSION D'UNE ACTIVITÉ DE SENSIBILISATION

Compte tenu de la difficulté de mobiliser des militantes et militants syndicaux pour des activités de formation qui durent une ou plusieurs journées complètes, l'équipe a développé une activité de sensibilisation basée sur la trousse, mais dont la formule est plus courte, conviviale et flexible. Cette activité a été testée à deux reprises avec des groupes, soit le 10 décembre 2013 (10 personnes provenant du SEP-B-Québec) et le 29 janvier 2014 (13 personnes provenant du comité Jeunes des TUAC-501) et est maintenant disponible pour les organisations qui en font la demande.



FORMATION *DROIT INTERNATIONAL ET ACTION SYNDICALE*

La formation a été diffusée à deux reprises au cours de l'année. Les 30 septembre et 1^{er} octobre 2013, 12 personnes provenant du secteur de l'éducation des organisations syndicales (CCMM-CSN, CSN, APTS, CISO, FTQ, CSQ) se sont réunies pour une séance d'appropriation de la formation *Droit international et action syndicale*, ce qui en permettra éventuellement la rediffusion au sein de leurs organisations respectives. Par ailleurs, le 4 avril 2014, la formation a été diffusée auprès de 18 personnes provenant du milieu communautaire et syndical : CRATAQ, TUAC-501, AIPE, Mer et monde, RSR-FTQMM, Fondation Paul Gérin-Lajoie, CDHAL, CCMMCSN, FIQ, Oxfam-Québec et un collectif d'immigrantes espagnoles à Montréal. La présence de personnes provenant de milieux différents (ONG de développement international, organisa-

tions communautaires et organisations syndicales) a permis des échanges très intéressants et riches.



JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)

En tant que membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le CISO contribue chaque année à l'organisation des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Le 7 novembre 2013, le CISO était responsable de l'accueil lors de la soirée d'ouverture des JQSI de l'AQOCI, qui a attiré plus de 200 personnes. Cette année, le slogan « Faut se parler » visait à défendre collectivement plus de 50 ans d'expertise maintenant menacée par le virage idéologique du gouvernement fédéral.

FAUT SE PARLER DU DROIT À LA NÉGOCIATION POUR UN TRAVAIL DÉCENT

Le 14 novembre 2013, le CISO a choisi de souligner les dix-septièmes Journées québécoises de la solidarité internationale sous le thème de la justice sociale pour réduire les inégalités et affirmer nos



droits. Nous avons organisé le séminaire *Faut se parler du droit à la négociation pour un travail décent* où 28 personnes se sont réunies (SFPQ, CISO, CCMM-CSN, CSN, FIQ, CSQ, CSN, MÉTALLOS, FTQ, CCL-CSN). Les présentations ont été mises en ligne sur notre site web :

http://www.ciso.qc.ca/?page_id=11421

Dans le cadre de cet évènement, nous avons rédigé un bulletin spécial pour illustrer que partout au monde, ce droit fondamental est bafoué. Des témoignages de nos partenaires d'Haïti, du Mexique, de Colombie et du Burkina Faso y étaient présentés. Par la suite, nous avons mis en ligne une page sur ce séminaire :

<http://www.ciso.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/Journal-CISO-JQSI1.pdf>

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
 6 au 10 novembre 2013
jqsi.qc.ca

On est 7 milliards, faut se parler
 ...du droit à la négociation pour un travail décent!

«Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) 2013 vient d'abord à établir un dialogue avec la population du Québec portant sur les priorités communes des organismes québécois de solidarité internationale et de la société civile québécoise en général. Or l'urgence d'économie locale, d'éducation, d'égalité entre les femmes et les hommes, d'environnement, de justice sociale ou de santé, ces enjeux nous préoccupent toutes et tous.

Dans le contexte actuel, les JQSI doivent également permettre de défendre collectivement plus de 50 ans d'expertise québécoise en coopération et en solidarité internationales, car de nombreux succès de cette expertise sont aujourd'hui menacés par le virage idéologique du gouvernement fédéral.

SOMMAIRE

- 1 On est 7 milliards, faut se parler...
- 2-3 Liberté syndicale et droit à la négociation collective: des droits fondamentaux
- 4 Canada, États-Unis
- 5 Europe, Colombie
- 6 Burkina Faso
- 7 Mexique
- 8 Haïti

1 AQOCI, Faut se parler, 2013 http://jqsi.qc.ca/IMG/pdf/bulletinjqsi2013_bulle-1.pdf

BILAN 2013

Le 12 décembre 2013, nous avons participé à l'évaluation globale des JQSI 2013, mais aussi de nos activités respectives, des communications et du bilan du lancement.

COMITÉ ORGANISATEUR 2014

Les 27 janvier et 15 avril, nous avons participé au comité organisateur des JQSI 2014. Nous avons participé aux discussions menant au choix de la thématique et à l'identification des bases d'un plan de communication : « L'humanité se dirige tout droit vers un mur sur les plans écologique, économique et social. Les jeunes, au Sud comme au Nord, sont les premiers concernés. Mettons de l'avant les initiatives de jeunes d'ici et d'ailleurs qui s'engagent afin de changer leur réalité. Ce sera à eux de reprendre les rênes de l'humanité. »

TRAVAIL MIGRANT

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANTS : DES PERSONNES COMME LES AUTRES, PAS DES MARCHANDISES!

Le 18 décembre 2014, nous avons organisé, en collaboration avec le comité Travail migrant du Front de défense des non-syndiqué.e.s (FDNS), une journée de réflexion avec les thématiques suivantes : limites du cadre législatif face aux mutations du régime migratoire, les conditions d'exploitation : le système de recrutement, les défis de la représentation syndicale, migration du travail et droits humains. Cette journée a attiré 70 personnes.

Nous avons participé au tournage des capsules vidéo avec le réalisateur André Vanasse. Par la suite, nous avons mis en ligne une page sur cette journée : http://www.ciso.qc.ca/?page_id=11421



LANCEMENT DES CAPSULES VIDÉO

Le 26 mars 2014, avec les membres du comité Travail migrant du FDNS, nous avons procédé au lancement des capsules vidéo et échangé avec les partis politiques qui avaient accepté notre invitation (Québec solidaire, Parti québécois). Cette soirée a attiré 27 personnes.

PARTICIPATION À LA SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (SDI)

COMITÉ ORGANISATEUR DE LA SDI 2014

Les 21 novembre 2013 et 8 et 23 janvier 2014, nous avons participé au comité organisateur de la SDI 2014 qui a déterminé la thématique : « Fête

Nord-Sud pour les 0 à 107 ans » avec les objectifs de valoriser les gens qui ont vécu une expérience terrain avec une OCI, de mobiliser les gens intéressés à vivre une expérience terrain, de créer une occasion de rassembler les gens de façon conviviale et festive et d'organiser un événement écoresponsable. Nous avons aussi participé à l'organisation de l'évènement : au menu, conte africain, marionnettes, danse et percussions, dégustations de produits des 4 coins du monde, halte-garderie et piñata, foire aux kiosques des organismes de coopération internationale et prix de présences. Environ 150 personnes étaient présentes.



KISOQUE DU CISO

Le 1^{er} février, lors de la journée d'ouverture organisée par l'AQOCI, le CISO a tenu un kiosque et était responsable de l'organisation de la halte-garderie.

CAMPAGNE L'ENGAGEMENT N'A PAS D'ÂGE

Le CISO a contribué au site internet *pinterest* de l'AQOCI par des témoignages de coopérants et par une diffusion aux médias locaux de ce nouvel outil.

AUTRES ACTIVITÉS

30^E ANNIVERSAIRE DE VUES D'AFRIQUE : FORUM SOLIDARITÉ QUÉBEC-AFRIQUE-HAÏTI

Le 2 mai 2014, le CISO a participé au forum *Solidarité Québec-Afrique-Haïti développement international, culture et diversité — regards croisés et intergénérationnels sur le développement international*. Cet événement organisé par la FTQ et l'AQOCI a souligné les 30 ans de Vues d'Afrique. La coordonnatrice a participé au panel : *Quel avenir pour le développement international et la diversité culturelle dans un contexte mondialisé après 2015?*

COLLOQUE INTERNATIONAL : LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA CITOYENNETÉ AU TRAVAIL

Lors de ce colloque organisé par le Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT) qui s'est déroulé du 12 au 14 mai 2014, la coordonnatrice a été invitée à prendre la parole à la plénière : *Sortir des sentiers battus : innover pour élargir la citoyenneté au travail.*

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires qui partagent les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud, et qui luttent pour la justice et la démocratie. Étant donné les ressources humaines restreintes, la liste des alliances auxquelles le CISO a participé a été réduite.

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le CISO est demeuré un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration. Elle y a siégé à titre de vice-présidente.

AGENCE QUÉBÉCOISE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (AQSI)

D'avril 2013 à avril 2014, la coordonnatrice a participé aux travaux du Comité paritaire MRIFCE²/AQOCI pour la mise en place d'une agence québécoise de solidarité internationale (AQSI). Une année intensive de travail pour ce comité, qui a entre autres mené des consultations auprès d'une soixantaine d'intervenants et d'experts du milieu ou de domaines connexes à la solidarité internationale, notamment des représentants de la CSN, de la CSQ et de la FTQ. Le 24 février 2014, le Comité a remis son rapport de 66 pages comprenant une quarantaine de recommandations au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, Jean-François Lisée. On peut consulter ce rapport sur le site web du ministère :

http://www.mrifce.gouv.qc.ca/Content/Document/s/fr/Rapport_Comite_AQSI_6fev_final.pdf

²Ministère des Relations internationales de la Francophonie et du Commerce extérieur (MRIFCE).



COLLOQUE COOPÉRER POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LE MONDE : 30 ANS DE DÉFIS ET DE RÉALISATIONS

Le Comité québécois femmes et développement (CQFD) a organisé ce colloque qui s'est déroulé les 6 et 7 mars 2014. Cette rencontre a permis de mesurer le chemin parcouru et les défis à relever pour l'avancement des droits des femmes et l'atteinte de l'égalité pour toutes. La coordonnatrice a animé le panel d'ouverture : *La parole aux femmes du sud : ce qui a changé.* Elle a aussi participé au panel : *30 ans de défis et de réalisations nord-sud pour les droits des femmes* à titre de conférencière. Cet événement a réuni 226 personnes.



CONCERTATION POUR HAÏTI

Le CISO a maintenu sa participation à la Concertation pour Haïti (CPH), qui coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir le mouvement démocratique dans ce pays. La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre du conseil d'administration, y étaient déléguées.

Le 9 janvier 2014, la coordonnatrice du CISO était l'une des porte-parole de la CPH lors de la conférence de presse présentant les résultats d'une recherche *L'Aide canadienne en Haïti, 4 ans après*

le séisme : le Canada manque de transparence et impose son modèle de développement :

http://www.aqoci.qc.ca/IMG/pdf/haiti_2013_analyse_et_perspectives_de_l_aide_recherche_cph.pdf

Le CISO a été actif au sein du comité Éducation de la CPH. Ce comité a organisé un colloque *Haïti : analyse et perspectives de l'aide* qui a eu lieu le 5 juin 2014. La coordonnatrice a animé ce colloque auquel se sont inscrites 75 personnes.

FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice a siégé au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

SOLIDARITÉ ET COOPÉRATION INTERNATIONALES

Le CISO est un lieu de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale.

APPUI AU DÉVELOPPEMENT D'INITIATIVES SOCIOÉCONOMIQUES D'ASSOCIATIONS PAYSANNES DANS QUATRE COMMUNES D'HAÏTI

Mené en partenariat avec l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) d'octobre 2012 à janvier 2014, ce projet a permis de consolider diverses activités socioéconomiques réalisées dans le cadre d'un précédent projet réalisé de 2009 à 2011 et d'en entreprendre de nouvelles. Les objectifs poursuivis étaient d'accroître les revenus de paysannes et de paysans des communes de Verrettes, de Petit-Goâve, de Croix-des-Bouquets et de Marigot et de consolider la contribution des organisations paysannes de ces communes au développement durable de leur milieu.

Outre des activités de formation, de renforcement organisationnel et d'animation, le projet a appuyé les activités d'économie sociale suivantes :

- Consolidation d'un projet existant de boulangerie à Belle-Fontaine, commune de Croix-des-Bouquets;

- Appui technique et crédit rotatif pour des regroupements d'artisans et d'artistes à Dofiné, commune de Verrettes;
- Élevage caprin et bovin à Dorilas, commune de Petit-Goâve;
- Moulin à grains et stockage de maïs et haricots à Kotrel, commune de Marigot;
- Implantation d'une nouvelle boulangerie à Dorilas, commune de Petit-Goâve;
- Implantation d'une nouvelle boulangerie à Dofiné, commune de Verrettes;
- Création d'une banque communautaire (épargne-crédit) à Marigot.



Dans ce projet, la planification et la mise en œuvre d'initiatives d'économie sociale servaient essentiellement de levier, dans le cadre d'une stratégie plus large de renforcement des capacités et de l'autonomie des associations paysannes locales. Puisque les quatre associations paysannes interlocutrices du projet présentaient des niveaux de développement et de capacités différents, les résultats des activités d'économie solidaire ont varié d'une communauté à l'autre, de même que le niveau d'effort requis pour l'accompagnement et la formation.



À la fin du projet, les activités d'économie solidaire existantes (une boulangerie, un moulin à grains, un

projet d'élevage, des activités de microcrédit ou de prêts pour l'artisanat) avaient reçu un appui additionnel et trois nouvelles initiatives économiques (deux boulangeries et une banque communautaire) avaient bien été mises sur pied comme prévu. Par contre, pour deux des trois nouvelles activités, il sera nécessaire d'assurer une poursuite de l'appui-accompagnement et des mesures ont été prises par l'ICKL en ce sens.



Même là où les activités économiques ont eu moins de succès (ou ont progressé moins vite) que prévu, les retombées économiques pour les paysannes et paysans sont significatives. Plusieurs emplois ont été créés (boulangeries), des paysannes ont pu établir des petits commerces et certaines productions locales ont maintenant de nouveaux débouchés (ex. lait). Une enquête réalisée à la fin du projet auprès des bénéficiaires indique qu'un pourcentage important (40 %) n'a plus recours aux usuriers pour des prêts. Plusieurs bénéficiaires ont relevé qu'ils/elles n'avaient plus besoin d'abattre des arbres pour payer les frais de scolarité des enfants, et d'autres affirment qu'ils et elles ont maintenant la capacité d'acheter du bétail ou d'apporter des améliorations à leur logement.



Par ailleurs, le projet a eu un impact positif important pour les quatre associations paysannes : cré-

tabilité, mobilisation des membres, fonctionnement associatif, dynamisation du milieu, mais aussi, implication et mobilisation accrue des femmes au sein des associations, capacité accrue de faire valoir leurs intérêts et augmentation du nombre de femmes occupant des fonctions de leadership.

Mission d'évaluation

La coordonnatrice a effectué une mission d'évaluation du projet du 4 au 18 février 2014. Des visites ont été organisées dans les quatre communautés visées et les dirigeantes et dirigeants des organisations paysannes partenaires ont été rencontrés. Plusieurs réunions ont eu lieu avec les membres de l'équipe de l'ICKL afin d'évaluer le projet, de tirer les leçons apprises et d'identifier des perspectives pour la poursuite du partenariat avec le CISO. À la suite de cette mission, une nouvelle proposition de projet a été soumise au MRIQ et nous attendons une réponse d'ici la fin juin 2014.



APPUI À L'ORGANISATION DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE AU BURKINA FASO

MISSION 2013

Profitant de la mission Afrique effectuée par le ministre Jean-François Lisée du 8 au 14 septembre 2013, les représent.e.s de la FTQ, de la CSN et de la CSQ ont réalisé une courte mission afin de mieux circonscrire notre projet au Burkina Faso. La délégation a organisé une rencontre avec le ministre Lisée et avec le ministre du Travail burkinabé. Une séance de travail afin de finaliser un projet d'appui du CISO à l'organisation du secteur de l'économie informelle au Burkina Faso a réuni des délégué.e.e de l'ensemble des partenaires du projet : l'Association Marche mondiale des femmes/Action nationale du Burkina Faso (MMF/ANBF), la Confé-

dération générale du Travail du Burkina (CGT-B), la Confédération nationale des travailleurs du Burkina (CNTB), la Confédération syndicale burkinabée (CSB), Force ouvrière/Union nationale des syndicats libres (FO/UNSL), l'Organisation nationale des syndicats libres (ONSL), le Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B), le Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur (SNESS) et l'Union syndicale des travailleurs du Burkina (USTB). La séance de travail a permis d'esquisser un projet qui pourra être réalisé dans les deux prochaines années.

Le but de ce projet est d'améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle au Burkina Faso.

Plus spécifiquement, les objectifs de ce projet sont de :

- Consolider la concertation des organisations syndicales et de la MMF en regard de la défense des droits des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle.
- Renforcer les capacités syndicales et associatives des partenaires pour la prise en compte la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle, plus particulièrement celle des femmes et des jeunes dans leur plan d'action;
- Améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle, particulièrement celle des femmes et des jeunes, par la mise en œuvre d'initiatives les ciblant spécifiquement et directement, par exemple : des sessions de formation sur les droits fondamentaux du travail, les droits des femmes et des enfants, le Code du travail burkinabé, le fonctionnement des organisations syndicales et sociales; actions de plaidoyer auprès des institutions étatiques, mobilisations lors du 8 mars et du 1^{er} mai; etc.
- Renforcer les capacités du réseau de formatrices et de formateurs au sein des organisations partenaires.

Un protocole de collaboration a été élaboré et soumis aux partenaires burkinabés.

Les organisations membres du CISO ont été interpellées afin de contribuer à la réalisation de ce projet. Un premier 40 000 CAD a été recueilli en 2013-2014.

CQCAM

La Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) est une table de concertation coordonnée par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).



**coalition québécoise
contre les
ateliers de
misère**

PUBLICATION DE LA RECHERCHE : ANALYSE COMPARATIVE DES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ORGANISATIONS

Réalisée par Xavier St-Denis, sous la direction de Michèle Rioux³ dans le cadre du protocole UQAM-CSN-CSQ-FTQ du Service aux collectivités de l'UQAM, cette recherche amorcée à l'automne 2012 a été complétée en mars 2014. Elle est disponible sur le site web du CISO :

<http://www.ciso.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/RSE-Final.pdf>

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est généralement associée au domaine privé. Son fonctionnement repose sur la réponse par les entreprises aux pressions de la société civile en vue du respect de certaines normes et certains principes, notamment en matière de droits des travailleurs. On constate néanmoins une tendance récente à la multiplication des politiques nationales, régionales et internationales pour à la fois promouvoir et encadrer la RSE. Cette recherche présente les principales initiatives publiques nationales et internationales qui ont été mises en place dans les dernières années dans ce domaine et propose des pistes d'actions pertinentes dans un contexte québécois.

Plusieurs défis ont été identifiés : le manque d'information crédible et complète sur les pratiques des entreprises, la faiblesse et l'inefficacité des pratiques de vérification de mise en œuvre de la RSE, l'absence de sanctions et de contraintes (poursuites, boycotts, mauvaise réputation, perte d'accès aux marchés), la fragmentation des initiatives privées et les problèmes d'interprétation des normes internationales.

³Michèle Rioux est professeure au département de sciences politiques de l'UQAM et directrice du CEIM.

La recherche conclut sur 6 recommandations principales. À partir de ces recommandations, La CQCAM élaborera une plate-forme de revendications. Elle est disponible sur le site web du CISO : <http://www.ciso.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/RSE-Final.pdf>

COLLOQUE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE : LE GRAND DÉFI DE LA COLLABORATION

La coordonnatrice du CISO et de la CQCAM a participé au comité organisateur de ce colloque, organisé par l'AQOCI, qui a lieu les 27 et 28 mars 2014 à l'UQAM. 170 personnes y ont assisté. Les résultats de la recherche de la CQCAM sur la RSE y ont été présentés.

Suite à cette présentation, la CQCAM a été sollicitée par des fonctionnaires des Ministères du Commerce extérieur (MCQ) et des Relations internationales du Québec (MRI) pour une présentation plus approfondie. Cette présentation a eu lieu le 16 mai 2014. Le MEQ est en train de rédiger une fiche sur la RSE à l'intention des entreprises québécoises et sollicitera à nouveau la CQCAM dans le cadre de ces travaux.

CATASTROPHE AU BANGLADESH

La mort de plus d'un millier d'ouvrières et d'ouvriers du textile dans l'effondrement du Rana Plaza le 24 avril 2013 à Dacca, au Bangladesh, a brutalement rappelé les conséquences d'une lutte acharnée entre entreprises pour une production au plus bas prix possible.

CONFÉRENCE DE KALPONA AKTER

Le 28 novembre 2013, nous avons organisé une conférence publique de Kalpona Akter, défenseure des droits humains et directrice du Bangladesh Center for Worker Solidarity. La conférence s'est déroulée en anglais avec traduction simultanée. Une centaine de personnes y ont assisté. Mme Akter a brossé un portrait des conditions de travail inhumaines dans les usines de textiles bangladaises. Elle a également fait le point sur les actions menées dans son pays et dans le monde pour améliorer les conditions de travail des milliers de personnes travaillant dans des ateliers de misère et souligné l'importance de la solidarité internationale. Un tract rappelant la situation et appelant à la mobilisation a été distribué à toutes les personnes présentes.

The poster features the CISO logo (centre international de solidarité ouvrière) and the Coalition québécoise contre les ateliers de misère. The title is 'SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS DES USINES DE TEXTILE DU BANGLADESH'. It mentions a conference by Madame Kalpona Akter, Director of the Bangladesh Center for Worker Solidarity. A central image shows the collapsed Rana Plaza building. Text at the bottom provides the date 'Le 28 novembre 2013 à 19 h' and location 'UQAM 405, rue Sainte-Catherine Est'. Logos for UQAM, CUPE SCFP 50, and the Fonds de justice sociale de l'AFPC are also present.

COALITION PANCANADIENNE

Une large coalition est coordonnée par le CTC. Le CISO a été invité à y participer et a endossé les différentes actions qu'elle a initiées.

24 AVRIL : MANIFESTATION DEVANT UN WALMART



Un an après l'écrasement du Rana Plaza, le CISO a participé activement à l'organisation d'une manifestation devant le Walmart, de la Plaza Côte-des-Neiges, en solidarité avec les travailleuses et travailleurs qui fabriquent nos vêtements au Bangladesh. Une soixantaine de personnes étaient présentes, dont plusieurs membres du CISO. Il y a eu une excellente couverture médiatique de cet événement. La coordonnatrice du CISO était la principale porte-parole de cette action. Voir la section relative à cette action sur le site web : <http://www.ciso.qc.ca/?p=11976>



LA RESPONSABILISATION DES ENTREPRISES AU LENDEMAIN DE L'EFFONDREMENT DU RANA PLAZA

Le 7 mai 2014, le Congrès du travail du Canada (CTC) a organisé un forum public dans le cadre de son congrès qui a eu lieu à Montréal au début du mois de mai. La coordonnatrice du CISO et de la CACAM a été invitée à animer ce forum.



COMMUNICATIONS

MÉDIAS SOCIAUX

Les médias sociaux sont de plus en plus utilisés, ces dernières années, dans notre travail d'information et de communication.

SITE INTERNET

Les nouvelles du CISO, les actualités, les actions urgentes, l'agenda et les nouvelles en direct d'Haïti, sont les rubriques de la page d'accueil qui sont actualisées régulièrement. Une mise à jour

complète du site a aussi été effectuée au printemps 2014.

BULLETIN ÉLECTRONIQUE

Il y a maintenant 1151 personnes abonnées au bulletin électronique mensuel.

FACEBOOK

Les abonné.e.s aux publications quotidiennes de la page Facebook sont au nombre de 1295.

TWITTER

Les abonné.e.s sont maintenant au nombre de 296.

PRÉSENCE DANS LES MÉDIAS

Encore cette année, le CISO a été présent dans les grands médias :

- AQOCI - *Les organismes québécois sonnent l'alarme*, Le Devoir (cahier spécial QJSI 2013), 2 novembre 2013
- Participation à l'émission *Le Québec, solidaire envers et contre tout*, CIBL, 6 novembre 2013
- *Human rights group finds Canada's approach to aid in Haiti is flawed on several fronts*, The Gazette, 10 janvier 2013
- Participation à l'émission *Planète Montréal, Aide canadienne en Haïti, 4 ans après le séisme...*, Radio-Centre-Ville, 14 janvier 2014
- Entrevue à l'émission *15-18, Aide canadienne en Haïti, 4 ans après le séisme...*, Radio-Canada, 9 janvier 2014
- Entrevue à l'émission *Pas de midi sans info (sur l'AQSI)*, Radio-Canada, 4 mars 2014
- Entrevue au Magazine *Éthiques et Sociétés* : dossier spécial sur les avancées de la reconstruction en Haïti, numéro 21, mars-mai 2014
- *Conditions de travail au Bangladesh : manier la carotte et le bâton*, La Presse, 25 avril 2014
- *Un an après le drame au Bangladesh, des Montréalais se souviennent*, 24 heures, 25 avril 2014
- Entrevue à l'émission *le 15-18, Bangladesh : un an après la catastrophe du Rana Plaza*, Radio-Canada, 21 avril 2014
- Entrevue à l'émission *Pas de midi sans info, Bangladesh : un an après la mort de travailleurs du textile*, Radio-Canada, 24 avril 2014
- Entrevue à l'émission *Le midi libre, Un an après le drame du Rana Plaza*, CIBL, 24 avril 2014

INFRASTRUCTURE

CONSOLIDER LE FINANCEMENT

En 2013-2014 nous avons atteint le même niveau de contribution des membres que l'année précédente, soit 100 530 \$.

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- **Une demande a été présentée au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) pour l'année 2014-2015.** Une subvention de 9 620 \$ nous a été accordée.
- **Une demande de financement de 50 000 \$ a été présentée au Programme d'appui à la mission éducative des organismes de coopération internationale (PAME-OCI) 2014-2017.** Les membres du comité Éducation en ont identifié les activités à proposer. Ces activités s'inscriront dans une perspective de continuité et de développement de notre mission éducative.
- **Un projet a été présenté au ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) dans le cadre de l'appel à propositions Québec sans frontières 2014-2015 pour le volet stage OCI.**

Les réponses sont attendues fin juin début juillet 2014.

ÉQUIPE DU CISO

Michèle Asselin, coordonnatrice depuis 2010, a poursuivi son mandat.

Durant 30 semaines, le CISO a pu compter sur l'apport fort apprécié de Julie Mosetti-Geoffrey à titre de stagiaire dans le cadre du programme Québec sans frontières du ministère des Relations internationales du Québec. Agente d'éducation, elle a contribué à la réalisation de plusieurs actions du volet Éducation.

Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement.

Une trentaine de bénévoles ont consacré plus de 570 heures à supporter le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Marie E. Paradis, qui a appuyé la réalisation des activités du volet Solidarité et Coopération internationales ainsi que l'engagement assidu de Nicole DeSeve au volet Éducation.

COMITÉ FORMATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Éducation, en 2013-2014 :

Daniel Arcand, SFPQ
Priscilla Bittar, CCMM-CSN (remplacée par Céline Lamarre)
Marie-Hélène Bonin, CSN
Luc Brunet, AREQ
Karine Crépeau, FIQ (remplacée par Amélie Séguin)
Nicole Desève, militante
Guillaume Desmarais, APTS
Denise Gagnon, FTQ
Jean-François Piché, CSQ

COMITÉ COOPÉRATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Coopération, en 2013-2014 :

Danien Arcand, SFPQ
Karine Crépeau, FIQ
Denise Gagnon, FTQ
Nathalie Guay, CSN
Richard Langlois, CSQ

